



#30

Lundi 29 juin 2009

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **ATELIER DE L'USAID/SENEGAL SUR L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS LE SECTEUR AGRICOLE**

Près d'une centaine de personnes ont activement participé, **le lundi 22 juin**, à l'atelier de partage des résultats préliminaires de l'évaluation AgCLIR de l'environnement des industries agricoles (agribusiness) au Sénégal, financée par L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

Cette évaluation « *Doing Agribusiness*, » s'inscrit dans le cadre des activités du Bureau de Croissance Economique de l'USAID/Sénégal portant sur le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire et visant l'appui à l'amélioration de l'environnement des affaires et du commerce dans le secteur de l'agriculture au Sénégal.

Comme l'indique Mr Peter Trenchard, Directeur du Bureau Croissance Economique de l'USAID/Sénégal : « La finalité de cette étude USAID Doing Agribusiness est de produire un outil qui complète la feuille de route développée par le Sénégal pour la composante « Agriculture » dans la SCA (Stratégie de Croissance Accélérée) et le PDDAA (Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique ) du NEPAD ».

Le diagnostic AgCLIR pour le Sénégal est une évaluation quantitative et qualitative, axée sur les dimensions légale, politique, institutionnelle et sociétale de l'environnement du commerce et des affaires d'un pays. Le diagnostic a porté sur une revue complète des institutions et acteurs impliqués dans le commerce, allant des plus hauts fonctionnaires et représentants de l'Etat, aux petites, moyennes et micro-entreprises.

Mettant en perspective les 10 critères du Rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale, et utilisant une méthodologie spécifiquement centrée sur l'agriculture, cette approche a été conçue pour apprécier de façon plus spécifique les besoins des investisseurs dans le secteur agricole.

Cette méthodologie offre, dans l'optique d'un appui à la grappe *Agribusiness* de la SCA, aux acteurs du secteur agricole, un outil d'appréciation de l'environnement et de la pratique traditionnelle des affaires en diagnostiquant les contraintes principales et leurs causes dans le secteur agricole.

Les analyses se focalisent sur les points critiques relatifs à la création et à la gestion rentable d'une entreprise d'agrobusiness au Sénégal. L'exercice permet surtout, d'évaluer rapidement de

façon extensive, l'état de développement des composantes légaux et institutionnels nécessaires à une économie de marché moderne qui concourent à la compétitivité du secteur de l'agribusiness.

Dans les conclusions préliminaires présentées par la Mission, quatre thèmes transversaux ont émergé : la réforme foncière, la protection et la promotion de l'investissement, l'accès au crédit et le commerce. Les premiers enseignements montrent :

- l'existence d'opportunités significatives dans l'agriculture et de marchés accessibles ;
- l'environnement des affaires à risques constituant un obstacle dans le démarrage et la croissance dans le secteur agricole, notamment l'accès au foncier ;
- l'existence de procédures portuaires/douanières en contradiction avec les coûts des opérations et des procédures sanitaires et phytosanitaires inefficaces ;
- la forte implication de l'Etat, de la production à la commercialisation agricole

Les discussions ont permis aux participants issus de divers secteurs d'évaluer les résultats préliminaires de l'évaluation, et d'apporter une contribution directe dans l'analyse et l'évaluation de ces résultats et recommandations.

L'USAID/Sénégal a récemment reçu 23 millions de dollars (près de 12 milliards de FCFA) des fonds du Programme à la réponse à la crise alimentaire mondiale (GFSR) pour soutenir les activités agricoles et commerciales au Sénégal.

Le Sénégal est le troisième pays, après le Ghana et le Nigeria à bénéficier de ce diagnostic AgCLIR, réalisé par le Cabinet international Booz Allen Hamilton

L'USAID espère ainsi exploiter l'information et les recommandations du rapport final « Doing Agribusiness in Senegal », dans la conduite de ses propres programmes d'appui. Elle espère également la partager avec d'autres bailleurs, le gouvernement du Sénégal et le secteur privé, pour alléger certaines difficultés auxquelles font face les acteurs afin d'accroître la compétitivité dans le marché mondial.

###